ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

6 juillet 2009
9e année
Nº 26

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«La Suisse prouve que les choses sont possibles avec plus de liberté»

A propos des différentes manières d'évaluer une relation

Conférence du Conseiller fédéral Ueli Maurer, Chef du département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS, prononcée à Zurich le 22 juin devant la Chambre du Commerce Allemagne-Suisse

Conseiller fédéral Ueli Maurer

Je vous remercie de l'invitation et je suis vraiment heureux de pouvoir m'adresser à vous, car vous jouez un rôle important dans nos relations avec l'Allemagne. Je vois en vous des ambassadeurs de la paix, de l'amitié et de la liberté.

Mais trêve de politesses. Entrons tout de suite dans le vif du sujet. Il est évident que les relations entre la Suisse et l'Allemagne peuvent être perçues de différentes manières. On peut dire qu'au niveau économique elles sont excellentes et qu'au niveau politique elles étaient excellentes. Mais, comme, à la longue, on ne peut séparer les deux aspects, vous êtes, Mesdames et Messieurs les représentants de l'économie, très concernés par la situation politique. D'autre part, vous avez la possibilité de faire valoir votre influence autrement que par la voie politique et d'élever la voix. Vous avez là une responsabilité.

La Suisse havre de paix en Europe est davantage qu'un cliché. Beaucoup de gens, beaucoup d'Allemands, l'ont vraiment ressentie comme une oasis dans un désert de restrictions, de paternalisme ou de misère matérielle.

A propos de notre vieux principe de liberté

Vous l'avez compris: un vent du nord glacial souffle. Il traverse les informations de la télévision et de la radio, les colonnes des journaux et les débats des conseils. Il a même soufflé dans les pages culturelles. Un des rares effets secondaires positifs de ces rafales glaciales sont les paroles de *Thomas Hürlimann* qui, écrivain, voit les choses sous l'angle de l'histoire des civilisations.

Il a livré entre autres une explication originale: L'environnement marque les habitants, écrit-il dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung». Les Allemands sont formés par la forêt, ils veulent gérer et prendre soin de la société comme d'une forêt. Les Suisses, en revanche, sont marqués par les montagnes où ils peuvent se retirer, accessibles à personne.

Il revient ainsi à d'anciennes interprétations. Les montagnes ont toujours reflété et formé le caractère du peuple et de l'Etat suisse, c'est une tradition.

Il y a maintenant un peu plus de deux cents ans que *Walther* demandait à son père *Guillaume Tell* s'il existait des pays sans montagnes. Oui, lui répondait son père, «le blé y pousse dans de longues et belles plaines et le pays a l'aspect d'un jardin. – Pourquoi ne descendons-nous pas tout de suite dans ce beau pays au lieu de nous inquiéter et de nous tourmenter ici? – Le pays est beau et fertile en biens autant que le ciel, seulement ceux qui le cultivent ne jouissent pas des richesses qu'ils produisent. […] Père, je serais malheureux dans ce vaste pays. J'aime mieux habiter sous les avalanches.»

L'auteur de ces lignes, *Friedrich Schiller,* qui a ressenti si nettement la différence entre la liberté et l'asservissement, était Allemand. Il s'inspirait également de la vie quotidienne, de son expérience de la vie. Il traduisait des émotions, et apparemment pas seulement celles de sa génération.

La Suisse, oasis de liberté

La liberté dans les montagnes a toujours attiré les nostalgies, les projets de voyages et les espoirs d'asile de beaucoup d'Allemands. C'étaient souvent les esprits les plus indépendants, originaux, novateurs, critiques. Souvent aussi des écrivains, des intellectuels et des non-conformistes. La Suisse les a toujours stimulés et a enrichi leur vie culturelle.

La Suisse havre de paix en Europe est davantage qu'un cliché. Beaucoup de gens, beaucoup d'Allemands, l'ont vraiment ressentie comme une oasis dans un désert de restrictions, de paternalisme ou de misère matérielle. Des nationalistes, des libéraux, des étudiants membres de corporations et des adeptes du projet gymnastique de *Jahn,* ceux qui rêvaient d'une Allemagne unifiée, poursuivis pendant la Restauration par les souverains de leurs pays, ceux qui se sentaient à l'étroit après les Décisions de Karlsbad de septembre 1819. Ou tout un groupe de libéraux badois qui, en juillet 1849, après l'échec de leur révolution, ont demandé l'asile à la Suisse. Ou les sociaux-démocrates des années 1880, après les lois antisocialistes de *Bismarck.* Ou les pacifistes et les artistes dadaïstes pendant la Première Guerre mondiale. Ou les victimes des persécutions du Troisième Reich. Ou les enfants affamés de l'Allemagne bombardée après la guerre. Et à travers toute l'histoire des travailleurs capables, des entrepreneurs cherchant la liberté pour s'épanouir. Ou ceux qui fuyaient un fisc trop vorace. La plupart ont trouvé en Suisse la paix et la liberté. Parfois aussi l'aisance. La Suisse est effectivement une oasis et une oasis de liberté, c'est un espoir pour tous ceux qui aiment la liberté, mais c'est aussi une provocation pour ceux qui n'attachent aucune importance à la liberté, qui préfèrent la contrainte et le contrôle. Et avant tout, c'est une provocation pour ceux qui veulent exercer leur pouvoir sur autrui. Car dans beaucoup de domaines la Suisse prouve que les choses sont possibles avec plus de liberté.

La liberté suscite l'envie

La liberté de la Suisse suscite l'approbation mais aussi l'envie et les persécutions des puissants. Les pressions sur la Suisse ont une longue tradition. Lorsque de jeunes étudiants allemands se réfugiaient en Suisse dans les années 1820 et 1830 où ils pouvaient rêver ouvertement d'une transformation politique de l'Allemagne, la Suisse a dû se défendre contre de fortes pressions. Oui, à cette époque, certains voulaient y envoyer la cavalerie.

La Suisse est effectivement une oasis et une oasis de liberté, c'est un espoir pour tous ceux qui aiment la liberté, mais c'est aussi une provocation pour ceux qui n'attachent aucune importance à la liberté, qui préfèrent la contrainte et le contrôle. Et avant tout, c'est une provocation pour ceux qui veulent exercer leur pouvoir sur autrui. Car dans beaucoup de domaines la Suisse prouve que les choses sont possibles avec plus de liberté.

«Schiller n'est jamais venu en Suisse, mais il a mieux compris notre pays que certains de ceux qui y sont nés. Son message de liberté est notre héritage commun.» (photo thk)

On ne pouvait pas assez le répéter à l'époque et on ne saurait assez le répéter aujourd'hui, aux Suisses et également aux étrangers: La Suisse repose sur la liberté, elle est impensable sans la liberté. Quand il y va de la liberté, nous ne voulons et ne pouvons pas faire de concessions. On n'abandonne pas les fondements d'un pays au troc diplomatique.

Il appartient au gouvernement d'expliquer cela, mais aussi à chaque citoyen suisse, et à tous ceux qui aiment la Suisse, qui lui sont liés professionnellement ou dans leur vie privée. Ou simplement tous ceux qui aiment la liberté, qui croient qu'une communauté devrait oser le maximum de liberté.

Les pressions sur la Suisse ont une longue tradition. Lorsque de jeunes étudiants allemands se réfugiaient en Suisse dans les années 1820 et 1830 où ils pouvaient rêver ouvertement d'une transformation politique de l'Allemagne, la Suisse a dû se défendre contre de fortes pressions. Oui, à cette époque, certains voulaient y envoyer la cavalerie.

Car la liberté est de nouveau en danger. Examinons les trois domaines où actuellement les relations entre Berne et Berlin sont ternies.

Imposition des holdings et conflit fiscal

Tout d'abord, l'imposition des holdings et le conflit fiscal. De quoi s'agit-il?

D'un point de vue purement technique, il s'agit des lois fiscales cantonales. En revanche, sur le fond, il s'agit de fédéralisme, de démocratie et de souveraineté. La souveraineté fiscale des cantons représente un des piliers les plus importants du fédéralisme. Car sans politique fiscale à eux, les cantons ne seraient finalement plus que des entités administratives. Mais ainsi, ils ont une marge d'organisation créative, ils peuvent mener leur politique économique, artisanale, industrielle et démographique. Surtout les cantons dont la situation géographique est difficile se caractérisent par des idées nouvelles et courageuses. C'est une expression de notre ordre libéral, c'est du fédéralisme vécu.

Et c'est aussi de la démocratie vécue, car pour les questions fiscales on ne peut pas se passer d'un pouvoir. L'Etat fait main basse sur la propriété privée du citoyen. Il est donc important que ce soit le peuple qui fixe un cadre. Dans les démocraties libérales de l'Occident, l'obligation fiscale s'est développée de pair avec le droit de décider librement, en tant que peuple et citoyens, des impôts à payer.

Alors que plusieurs Etats européens s'éloignent progressivement du projet initial de liberté du libéralisme et déconnectent l'obligation fiscale des droits démocratiques, dans les cantons suisses le peuple peut fixer les lois fiscales par des votations. En Suisse, historiquement, les impôts, les droits populaires et l'indépendance sont indissolublement liés.

Dans la question de l'imposition des holdings, d'apparence très technique, il s'agit également de quelque chose de fondamental. Il y va finalement de l'indépendance de notre Etat. C'est tout simple: *Un Etat souverain décide lui-même de ses lois fiscales.* Cet ordre fédéraliste, démocratique et libéral se trouve sous le feu des critiques parce que les cantons s'en servent pour attirer les investisseurs par des fiscalités avantageuses, par exemple par des allègements pour des holdings. C'est pourquoi ils sont l'objet de critiques des Etats voisins et de la Commission européenne. Subitement, on soumet l'Accord de libre-échange de 1972 à de nouvelles normes. Mis à part le fait que c'est juridiquement indéfendable, cela témoigne d'une mentalité hostile à la liberté. L'article 23 de l'Accord invoqué maintenant interdit «toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions».

Quiconque considère les allègements fiscaux comme des «aides publiques» part de l'hypothèse que l'Etat renonce à quelque chose qui lui est dû, que par conséquent les

Suite page 2

«La Suisse prouve que les choses …»
suite de la page 1

biens des personnes imposables sont en principe de l'argent appartenant à l'Etat et qu'il accorde une grâce quand il renonce à confisquer tout l'argent. Cela relève d'un socialisme extrême. C'est comme si l'on prétendait favoriser quelqu'un uniquement parce qu'on renonce à s'emparer de son portefeuille.

Ceux qui croient à la liberté se réjouissent des allègements. Peu importe où ils sont accordés et qui en profite, car cela crée un climat de concurrence qui rompt la spirale fiscale. Et tout le monde en profite.

Secret bancaire

Deuxièmement, il y a le secret bancaire. De quoi s'agit-il?

Ici aussi, il s'agit de questions tout à fait fondamentales, des relations entre le citoyen et l'Etat et donc de nos libertés publiques. *Le principe selon lequel le citoyen est citoyen et non sujet en fait partie.* C'est pourquoi, dans un Etat libre, la sphère privée du citoyen est protégée. On limite les pouvoirs de l'Etat curieux ou cupide. Il doit y avoir un domaine privé que l'appareil administratif ne surveille pas en permanence.

Alors que plusieurs Etats européens s'éloignent progressivement du projet initial de liberté du libéralisme et déconnectent l'obligation fiscale des droits démocratiques, dans les cantons suisses le peuple peut fixer les lois fiscales par des votations. En Suisse, historiquement, les impôts, les droits populaires et l'indépendance sont indissolublement liés.

Ainsi la police n'a pas le droit de perquisitionner selon son gré. Pour la même raison, les médecins, les ecclésiastiques, les avocats sont tenus au secret professionnel. Il existe aussi un secret de la correspondance, de la poste et des télécommunications. Je connais un bibliothécaire qui refuse, à juste titre, de dire quelle personne a emprunté tel ou tel ouvrage. Il faut préserver le secret professionnel. C'est pour les mêmes raisons qu'existe le secret bancaire.

Ces droits de protection du citoyen ont fait leurs preuves depuis des décennies. Ils garantissent notre liberté. Ils assurent notre qualité de vie. Il serait dangereux de jeter par-dessus bord ce que nous avons défendu et préservé avec succès pendant les jours les plus sombres et sous des pressions encore plus fortes: à cette époque, on ne nous menaçait pas d'envoyer la cavalerie mais des convois de chars d'assaut et des avions de combat.

Il serait dangereux de sous-estimer la réaction du peuple suisse. Et cela également à propos d'un accord de double imposition qui pourrait lui être proposé. J'ai perçu dans la population des mots très durs que je n'aurais plus supposés possibles de nos jours hors des livres d'histoire.

Le fait que la force puisse primer sur le droit nous inquiète en Suisse. En tant que petit Etat, nous réagissons de manière particulièrement sensible, car pour nous il est vital que les Etats forts respectent aussi les accords, les conventions et les usages en vigueur entre les Etats civilisés. Les petits Etats dépendent du droit tandis que les Etats forts sont apparemment toujours tentés d'utiliser la force.

Notons que le respect du droit appartient à notre civilisation occidentale. Quiconque en Europe mise plutôt sur la force trahit cette tradition.

Les adversaires du secret bancaire sont superficiels. Ils confondent les notions. Ils ne manifestent aucun désir de comprendre la situation de manière vraiment objective. La distinction entre soustraction et fraude fiscales est la conséquence logique de la liberté du citoyen. Le citoyen responsable déclare ses avoirs lui-même. Il peut faire des erreurs et le fisc doit intervenir et sanctionner les contrevenants. C'est normal, mais cela ne justifie pas le fait de poursuivre ceux qui ont commis une erreur comme des fraudeurs.

En revanche, la fraude fiscale a toujours été punie en Suisse. *De tout temps, le secret bancaire a été levé pour les institutions judiciaires*. Les banques ont toujours dû leur fournir des renseignements sur leurs clients.

La justice suisse ne travaille en aucun cas de manière isolée. Selon la loi fédérale sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale du 20 mars 1981, la Suisse accorde cette entraide à d'autres Etats. Cela comprend le gel des avoirs et le cas échéant leur remise aux autorités compétentes à l'étranger.

Il est faux de reprocher à la Suisse un comportement non coopératif en matière de fiscalité. Nous avons signé plus de *70 accords de double imposition* avec d'autres pays. Est-ce là un signe de manque de coopération?

Nous avons signé un *Accord sur la fiscalité de l'épargne et la lutte contre la fraude fiscale avec l'UE*. Nous percevons sur notre territoire des impôts au profit de l'UE. Est-ce là la manifestation d'un manque de collaboration?

C'est pourquoi, dans un Etat libre, la sphère privée du citoyen est protégée. On limite les pouvoirs de l'Etat curieux ou cupide. Il doit y avoir un domaine privé que l'appareil administratif ne surveille pas en permanence.

La Suisse a toujours réagi contre les nouvelles formes de criminalité et a créé de nouvelles infractions, par exemple le *délit d'initié* (1988) ou le *blanchiment d'argent*; d'abord dans le Code pénal (1990), ensuite en complément de la loi sur le blanchiment d'argent (1998). Est-ce là un manque d'engagement dans la lutte contre la criminalité internationale?

Ceux qui présentent la Suisse comme une arrière-boutique où se traitent des affaires douteuses, voire mafieuses, le font en toute ignorance de cause. Ou bien ils participent intentionnellement à une campagne diffamatoire contre notre place financière.

Régime des approches de l'aéroport de Zurich-Kloten

Troisièmement: le régime des approches de l'aéroport de Zurich-Kloten. De quoi s'agit-il?

Zurich est une place financière et économique d'importance internationale, un moteur conjoncturel dont le pouvoir d'attraction se fait sentir aussi au nord de la frontière du pays. Elle garantit les emplois et un niveau de vie dont profitent également 250 000 Allemands vivant en Suisse. L'aéroport est le lien international de Zurich. Ici aussi, une grande région qui ne s'arrête pas à la frontière nord en profite. *Swiss*, qui appartient à *Lufthansa* en bénéficie également.

J'ai perçu dans la population des mots très durs que je n'aurais plus supposés possibles de nos jours hors des livres d'histoire. Le fait que la force puisse primer sur le droit nous inquiète en Suisse.

En 2003, l'Allemagne a limité unilatéralement les approches de l'aéroport de Zurich par le nord au moyen d'un décret d'application. Elle a fait valoir les nuisances sonores dues aux avions dans la région de Waldshut. Le soulagement obtenu dans le Hohentengen, région peu peuplée, a eu pour conséquence une forte intensification du trafic en Suisse. L'approche actuelle survole un territoire très peuplé.

La question de l'aéroport et du bruit est pour nous une affaire nationale. Des mesures de bruit communes avec l'Allemagne comme celles convenues à l'été 2008 ne suffisent pas. Si c'est la concession maximum que l'Allemagne pouvait faire, la population suisse doit y voir un indice que Berlin ne prend pas l'affaire au sérieux. Cette attitude affecte d'autres domaines politiques, nos relations de voisinage en général et même l'attribution de marchés officiels à des entreprises étrangères.

En ce qui concerne notre politique de défense, je voudrais considérer la question de l'achat d'avions de combat de manière isolée. Avant tout, c'est la qualité des produits et leur prix qui sont déterminants. Nos pilotes doivent être équipés du meilleur matériel possible et nous sommes redevables à nos contribuables de faire un usage économique de leur argent.

Malgré tout les acquisitions de plusieurs milliards ne sont pas en Suisse une question purement analytique. On ne peut rien décider contre la volonté du peuple. Je ne peux pas imaginer comment on pourrait justifier l'achat d'un *Eurofighter* dans la situation actuelle.

Les deux premiers problèmes seront résolus dès que les attaques contre notre régime politique cesseront et que notre souveraineté sera de nouveau respectée.

Cependant, le conflit à propos des approches de l'aéroport de Zurich-Kloten est d'une autre nature. Les fondements de notre pays ne sont pas concernés directement. Cela signifie que contrairement à notre fiscalité et aux libertés publiques, une marge de négociation existe. D'un autre côté, cela concerne la qualité de vie dans la région zurichoise et le développement économique de la Suisse orientale. Cela signifie que nous attendons de l'Allemagne des démarches qui débloquent la situation. La question des approches sera décisive pour le développement futur des relations germano-suisses.

Pour l'amitié dans la liberté

Au début de cet exposé, j'ai indiqué que les relations peuvent être évaluées de différentes manières; je vous ai présenté le point de vue et les soucis des politiciens.

J'ai bon espoir qu'une évaluation purement économique sera positive. Si vous êtes d'avis que les relations entre la Suisse et l'Allemagne sont aussi bonnes qu'avant, cela me réjouira. Cela me réjouira pour votre entreprise, pour notre économie et pour tous ceux, des deux côtés de la frontière, qui en profitent et dont le bien-être augmente grâce à cela. Mais je voudrais vous mettre en garde contre le fait d'ignorer la situation inquiétante de nos relations interétatiques. La politique commence à avoir des effets sur le partenariat économique. Nous allons tous en ressentir les effets directs.

En tant que représentant de l'économie, vous êtes particulièrement concernés: Pensez aux possibilités d'entreprendre en Suisse. Pensez que la liberté est source de prospérité. Pensez à l'élan compétitif permanent que la Suisse libre apporte à l'Europe.

Avec Schiller, j'ai donné la parole au début à un ami allemand de la liberté. Schiller n'est jamais venu en Suisse mais il a mieux compris notre pays que certains de ceux qui y sont nés. Son message de liberté est notre héritage commun. C'est pourquoi je vous dis: *Restez profondément attachés à la liberté, notre bien commun*. Faites jouer vos contacts personnels, professionnels et politiques. Expliquez-leur l'Etat fédéral suisse aux mains des citoyens. Faites-vous les ambassadeurs de l'amitié et de la liberté, de l'amitié dans la liberté.

Je vous remercie de votre attention. •

Source: Département de la défense, de la protection de la population et des sports, *www.vbs.ch*
(Traduction *Horizons et débats*)

L'importance de la démocratie directe

Une étude du Fonds national, intitulée «Démocratie au niveau des communes»,[1] vient d'analyser la vie politique dans les communes suisses. Entre les lignes, le lecteur averti peut en dégager maints avis porteurs de réponses aux questions politiques et économiques qui nous préoccupent:

Chacun sait qu'en Suisse plus de 7 millions d'habitants, appartenant à quatre langues et cultures différentes, cohabitent paisiblement depuis longtemps. Ils sont répartis sur 26 cantons et 3000 communes environ à dimensions très variées. Chaque commune dispose d'une histoire à elle. Nombreuses communes sont très petites, ne totalisant sur leur terrain que quelques centaines d' habitants, tandis que la plus grande, la ville de Zurich, en compte 400 000. En comparaison avec la moyenne européenne, ces structures se caractérisent par leur décentralisation et leurs dimensions réduites. Ce qui est connu, aujourd'hui, dans le monde entier comme le «modèle suisse» fut essentiellement créé dans les communes. La réussite innée à la responsabilité directe qui caractérise la libre participation du citoyen aux besognes de la commune a encouragé, lors de l'histoire helvétique, le transfert de celle-ci aux niveaux supérieurs aussi. Aujourd'hui, les structures liées à la démocratie directe couvrent les domaines les plus importants des affaires publiques, aussi bien au niveau cantonal qu'à celui de la Confédération. Ainsi les décisions d'intérêt public les plus importantes, telles que le taux de la fiscalité par exemple, se font partout au vote général.

L'enquête montre en plus que l'intégration sociale du citoyen, son contentement, sa compétence politique et sa confiance dans les responsables politiques s'accentuent nettement davantage dans les petites communes que dans les grandes. Or, pour mettre les choses au point: Dans les petites communes, la démocratie est plus vive et plus directe. Par ailleurs, on dispose aujourd'hui de plusieurs études qui confirment sans exception: Les petites communes se caractérisent aussi par leurs atouts en matière de finances. Ainsi, M. *Vatter,* professeur à l'Université de Berne, a démontré que dans les régions à petites communes, les coûts de l'administration et les dettes par habitant sont nettement inférieurs à ceux engendrés par les grands centres administratifs.[2] En plus, le niveau de vie élevé en Suisse met en évidence que les structures décentralisées, à dimensions réduites et ainsi contrôlables, n'empêchent en aucune sorte le développement économique du pays, à l'encontre des fausses accusations répandues par ceux qui prêchent le centralisme politique.

Libre coopération

Peu de temps après la Seconde Guerre mondiale déjà, *Adolf Gasser* a mis en évidence que les valeurs sociales ne se développent que dans les communes libres, basées sur le principe de la libre coopération des citoyens, conscients de leur égalité en droits civiques.[3] Selon nous, voilà le fondement, aujourd'hui comme dans le passé, sur lequel les problèmes qui nous préoccupent actuellement trouvent leur solution durable – aussi bien dans le domaine politique qu'économique. Les êtres humains ne veulent pas la guerre. A l'opposé de cette idée de base et en la contrecarrant se trouve l'esprit de la subordination, de l'obéissance sans condition qui réduit le citoyen à l'état de simple sujet, habitué à suivre les ordres et à obéir. On ne peut pas nier, hélas, que c'est cet esprit-là qui a donné naissance aux grandes entités économiques en train de dominer le monde entier et poursuivant des buts bien opposés à ceux dictés par le bien commun.

Extraits de l'article: «L'importance de la démocratie directe pour le monde entier» par M. et W. Wüthrich, Horizons et débats n° 18 du 14/5/07

1 Ladner, Andreas et Marc Bühlmann: *Demokratie in den Gemeinden – Der Einfluss der Gemeindegrösse und anderer Faktoren auf die Qualität der lokalen Demokratie,* Zürich 2007

2 Vatter, Adrian et Markus Freitag: Föderalismus und staatliche Verschuldung, in: *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaften* (ÖZP), 33e année (2004), fascicule 2, p. 175–190

3 Gasser, Adolf: *Gemeindefreiheit als Rettung Europas,* Basel 1947, p. 12

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Attaques malveillantes contre la Suisse

Comment la finance internationale organise une campagne

par Jürgen Elsässer

Peer Steinbrück s'est immortalisé au registre des citations en déclarant il y a quelques semaines: «Contre la Suisse, la carotte ne suffit pas, il faut aussi manier le bâton» et en louant l'OCDE de vouloir dresser une liste des paradis fiscaux et leur imposer des sanctions. «Envisager d'établir une liste noire c'est […] pour parler simple, le septième de cavalerie de Fort Yuma, qui peut certes effectuer une sortie. Mais cette sortie n'est pas indispensable. Il suffit que les Indiens sachent qu'il existe.»[1]

Imaginons un seul instant que le ministre allemand des Finances ait parlé sur le même ton d'Israël ou de la Turquie. Tous les journaux, du «Taz» au «Welt», devant ce parallèle avec les Indiens, auraient sans doute crié à l'appel au génocide. *Henryk M. Broder et Kai Diekmann* auraient recherché son vocabulaire dans le lexique des «Unmenschen» [*les «non-hommes» dans le lexique nazi, à ne pas confondre avec les «Untermenschen, les «sous-hommes, ndt.*]. Peut-être des fanatiques auraient-ils manifesté et brûlé Steinbrück en effigie. La Chancelière aurait présenté à l'ambassadeur d'Israël des excuses circonstanciées. *Friedel Springer, Liz Mohn, Charlotte Knobloch* et autres dévotes du clan des groupies féminines de la Chancelière auraient demandé la tête du social-démocrate. Mort le venin, morte la bête. *Franz Müntefering* lui aurait sorti un successeur de son chapeau.

Mais à l'égard de la Suisse, le «plus grand Ministre des Finances de tous les temps»[2] peut se permettre de jouer les cow-boys et faire feu, si nécessaire avec des balles dum-dum, comme l'homme blanc aux temps des colonies, sans que personne ici pousse de hauts cris. Je ne veux pas en appeler aux indignations rituelles des politiquement corrects. Simplement signaler le silence assourdissant des apôtres du «Plus jamais ça!»

Les journalistes hurlent avec les loups

Le succès de Steinbrück en mauvaise copie de *John Wayne* a encouragé les tireurs d'élite des rédactions allemandes à l'imiter. Les tirs sont venus de la droite comme de la gauche: Contre la Confédération, les médias allemands (et non pas la population!) ignorent les différences partisanes.

La «Frankfurter Allgemeine Zeitung» (FAZ), la barque amirale médiatique de l'Union de *Merkel*, portait sur la situation de la Suisse le diagnostic suivant: «Il semble que ce pays en soit arrivé à donner raison à l'UDC (*Union démocratique du centre*, parti suisse, nationaliste et conservateur): il est isolé au plan mondial, sans amis, pris en tenaille par les USA et l'Union européenne, placé sur une ‹liste grise› dans la communauté des peuples. Le temps des deux guerres mondiales qui l'avaient épargné est passé.» Et plus loin: «Dans une Europe qui se cimente de plus en plus, la Suisse est devenue l'‹ennemi intérieur›.»[3] C'est l'opinion de *Jürg Altwegg,* qui, notons-le, n'en fait pas porter la faute aux USA ou à l'UE, mais aux Suisses, coupables de leur propre isolement. Afin que le lecteur comprenne bien, «l'ennemi intérieur» a été désigné dès le sous-titre «Les Indiens jodlent dans leur forteresse alpine.»

L'image «steinbrückienne» des sauvages attardés ne renvoie pas ici aux Montagnes Rocheuses, mais à la «forteresse alpine» d'où les Suisses voulaient s'opposer à une invasion des nazis. Ce que le politiquement correct en usage célèbre dans tous les autres cas comme la résistance héroïque des partisans devient dans le cas des Suisses un véritable ridicule: dans leur «redoute» montagneuse ils se seraient préparés «à défendre dans des bunkers et sur des pierriers un petit coin de Suisse autonome». Cette fine raillerie des antifascistes de la FAZ aurait certainement fait grand plaisir à *Josef Goebbels* lui-même.

Le cliché alpin rebattu est repris également par un média de la gauche libérale. L'édition en ligne de l'hebdomadaire *Freitag* titre: «Quand Hürlimann jodle». L'article s'en prend au premier chef à l'écrivain suisse *Thomas Hürlimann*, finement qualifié de «poète montagnard», «écrivain montagnard» ou «poète des Alpes». Il avait osé répliquer aux attaques allemandes contre la Suisse et *Rudolf Walther,* un journaliste de *Freitag,* lui administre en retour une volée de bois vert: «Les jodels à résonance nationaliste de Hürlimann trahissent, outre sa prédilection pour le kitsch montagnard, une tendance à l'érection nationaliste prolongée, ce qui s'appelle en médecine du priapisme et dans la langue populaire de l'alpinisme génital.»[4]

«Père, je serais malheureux dans ce vaste pays. J'aime mieux habiter sous les avalanches.» (photo gbh)

Laissons aux psychanalystes le soin de décider si ces élucubrations relatives à la problématique du raidissement du membre en disent davantage sur leur auteur que sur son rival médiatique. Ce qui est plus grave, c'est que son ressentiment s'adresse, au-delà de son collègue, à tout un pays: «Mais là où l'argent, le secret bancaire et la ‹suissitude› règnent en maîtres, les droits fondamentaux ne sont plus que des colifichets.» Comprenons sans doute: les «droits fondamentaux» ne seront garantis que si la «communauté internationale», en la personne de Steinbrück, ôte à ses voisins «l'argent, le secret bancaire et la ‹suissitude›».

Hans-Ulrich Jörges, star des éditorialistes du *Stern,* magazine situé entre la «Frankfurter Allgemeine» et *Freitag* dans le triangle des Bermudes rouge-vert, atteint pour sa part des sommets. La Suisse n'est plus à ses yeux «qu'une république chocolatière accablée de complexes d'infériorité notoires» et «un pays qui transforme en argent même les trous du fromage et ne garantit un droit d'asile illimité qu'aux billets verts». Non content de défendre Steinbrück, il réussit le tour de force de surpasser sa hargne: «Comparer les Helvètes aux Peaux-Rouges n'en est pas moins moralement condamnable: les Indiens nous font pitié, pas les Suisses. Car les sauvages affamés combattaient pour leur survie, ce qui est le premier droit au monde. Les gnomes repus du lac de Zurich défendent le secret bancaire, un parasitisme revendiqué par tout un pays, comme s'il y allait de sa survie d'être le coffre-fort rempli de l'argent sale de tous les dictateurs et de tous les Zumwinkel du monde – une perpétuelle invitation à l'illégalité.»[5] [*Klaus Zumwinkel, ancien président de la Poste allemande, impliqué dans un délit d'initié lui ayant rapporté 5 millions d'euros et soupçonné de fraude fiscale, non pas vers la Suisse mais vers le Liechtenstein, ndt*]. Une pareille situation exige la manière forte: «Seul un *John Wayne* monté sur son cheval est à même de dompter le Far-West suisse. Jambes écartées, faisant cliqueter ses éperons. Ouvrant d'un coup de pied les portes des saloons. Disant leur fait à tous les congrès bancaires et faisant gémir de plaisir tous ces messieurs. On aime bien être un peu fouetté. Mains au colt, John Wayne Stone! Clairons, sonnez la charge!»

Le bouc émissaire

Bien sûr la plus grande partie de ce qui s'écrit en ce moment sur la Suisse, en Allemagne et ailleurs, n'a rien à voir avec les faits, par exemple le chiffre, colporté encore une fois par Steinbrück, de 200 milliards d'euros d'argent sale que des Allemands auraient fait passer en Suisse.[6]

Mais la Suisse serait-elle le méchant paradis fiscal que l'on prétend, que l'hallali sonné par les grandes puissances occidentales contre la petite république alpine ne serait pas justifié. Car l'évasion fiscale n'est ni la cause, ni l'arrière-plan, ni le détonateur de la crise économique mondiale dont le déclenchement, en septembre 2008, a donné le signal des furieuses attaques contre la Confédération. C'est même l'impression inverse que donnent – en dernier lieu lors du Sommet du G20 en avril 2009 à Londres – Steinbrück et Cie, à la grande stupéfaction de la «Frankfurter Allgemeine» elle-même: «D'aucuns s'étonneront-ils plus tard que les stratèges des sommets aient pu placer la lutte contre la fraude fiscale au centre d'une rencontre visant à trouver des solutions à une crise financière mondiale? En tout cas, l'une et l'autre sont moins liées que n'ont tenté de le faire croire les chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont en partie consacrés avec beaucoup plus d'ardeur aux questions fiscales qu'aux pénibles réformes systémiques.»[7]

Ce n'est pas l'évasion fiscale qui a provoqué la grave crise actuelle, mais les *attaques spéculatives contre l'économie mondialisée,* lancées presque exclusivement à partir des places boursières de *Londres* et *New York* ainsi que de leurs complices, ces cuisines de sorcière de la spéculation que sont ces *«sanctuaires de pirates», des îles surtout britanniques* (Caïman, île de Man, îles anglo-normandes). Des banquiers suisses, tout comme des managers de la Deutsche Bank, y ont été impliqués – mais ils n'ont pas lancé leur action par Zurich ou Francfort, mais comme leurs collègues, par les USA et la Grande-Bretagne. Autrement dit: ils n'ont pas agi en tant que représentants du capital suisse ou allemand, mas en tant que membres d'une oligarchie financière internationale. Les «armes financières de destruction massive» (selon les termes du milliardaire américain *Warren Buffet)* qui ont été utilisées lors de ces attaques spéculatives ne tiraient pas à capital réel (par exemple des bénéfices tirés de l'économie réelle et cachés dans les paradis fiscaux), mais essentiellement à capital fictif, sans couverture dans l'économie réelle et créé avec des intentions frauduleuses par les grandes banques (par exemple sous forme de produits dérivés.)

Ces interactions complexes constituent le thème central de mon dernier livre* et ne peuvent être ici qu'effleurées. A vrai dire un chiffre suffit: les créances pourries des cuisines de sorcière financières offshore, îles Caïman par exemple, que des petits gars en costume trois-pièces londoniens ou new-yorkais ont réussi à force de blabla à placer dans des institutions de crédit allemandes, atteignent au total 296 milliards (!) d'euros, selon les calculs effectués fin janvier 2009 par la «Frankfurter Allgemeine».[8] Aucune plainte de la part de l'Allemagne n'est recevable, puisque les paradis fiscaux off shore échappent au droit allemand aussi bien qu'au droit international. Pareilles bombes chargées au capital fictif ont déjà explosé en Islande, ruinant le pays – un Islandais sur trois envisage sérieusement d'émigrer. Bien des banques battant fièrement pavillon couleront chez nous aussi, avec toutes les conséquences que cela entraîne pour nos économies et nos emplois, si ces charges explosives ne sont pas désamorcées.

Mais Steinbrück n'y songe pas. Il ne parle même pas de ces créances irrécouvrables que l'Allemagne détient en Grande-Bretagne et dans ses îles à pirates. Il ne parle que des – prétendus – 2 milliards d'euros que le fisc allemand exige de la Suisse.

C'est ce qui s'appelle un manœuvre de diversion. Une chasse aux boucs émissaires pour détourner des vrais coupables. L'histoire nous apprend comment cela risque de finir. •

Pour en savoir plus voir aussi
www.juergen-elsässer.de

Avec l'aimable autorisation des éditions Kopp, Rottenburg a. N.
(Traduit par *MM* et révisé par *Fausto Giudice, www.tlaxcala.es*)

* Jürgen Elsässer, *Nationalstaat und Globalisierung* [*Etat-nation et mondialisation, ndt.]*, ISBN-13: 978-3937801476

1 d'après Andreas Kunz, *Steinbrück par les citations, Weltwoche* du 16/4/08

2 Allusion à l'expression de «Plus grand général de tous les temps» appliqué à Hitler.

3 Jürg Altwegg, *Les Indiens chantent la tyrolienne dans leur forteresse alpine*, «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 1/4/09

4 Rudolf Walther, *Quand Hürlimann jodle,* «Freitag» (en ligne) du 20/4/09

5 Hans-Ulrich Jörges, *John Wayne sur le Matterhorn [Cervin, ndt.],* Stern N°14/2009

6 cf. interview de Steinbrück , le 14/4/09 à la Télévision suisse alémanique et sur 3Sat

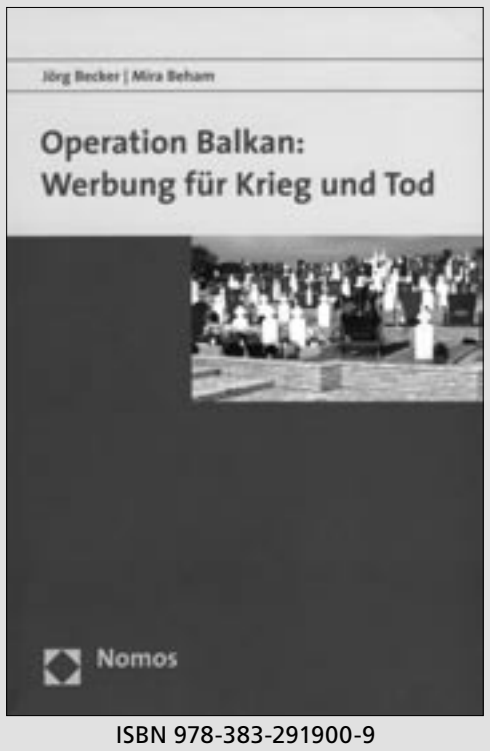
7 Heike Göbel, *Places en liste noire ou grise,* «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 30/1/09

8 *Des banques allemandes sont engagées dans des fonds spéculatifs à risque,* «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 30/1/09

Qui finance la campagne de diffamation de la Suisse?

Dans leur ouvrage «Operation Balkan», la diplomate *Mira Beham* et le médiologue *Jörg Becker* ont démontré avec beaucoup de précision que dans les années 1990, des agences de communication ont lancé une campagne de diabolisation de la Serbie à la demande de milieux disposant de moyens financiers importants et que les médias l'ont complaisamment reprise. L'objectif était une attaque de la Serbie par l'OTAN et la destruction de la Yougoslavie.

Aussi est-il facile d'imaginer que derrière les acteurs de la campagne de diffamation, il y a également des agences de communication et des milieux disposant de moyens financiers importants qui ont intérêt à jeter le discrédit sur le pays afin de réaliser leurs sinistres objectifs.



ISBN 978-383-291900-9

Le fédéralisme suisse a-t-il un avenir?

*par Thomas Fleiner, docteur en droit**

Thomas Fleiner

Le fait que notre conception de l'Etat soit, depuis la fondation de l'Etat fédéral, constamment remise en question, soumise à la critique et fasse l'objet de projets de réformes constitue une des forces du fédéralisme suisse. Le peuple et les cantons ont à peine adopté la nouvelle Constitution à la suite d'une collaboration au niveau fédéral que de nouveaux projets de réforme, surtout axés sur le développement global des métropoles mondiales qui ne cessent de grandir, sont lancés dans le débat. Devons-nous transformer fondamentalement le fédéralisme et l'orienter vers les besoins des grandes régions et métropoles?

Quand on compare la Suisse et ses 7 millions d'habitants aux métropoles d'aujourd'hui, la «métropole» Suisse apparaît relativement modeste en regard du nombre d'habitants de Tokyo, New York, Bombay, Shanghai, Mexico ou São Paulo. Même le trajet en voiture de Berne à Genève ou à Zurich est à peine plus long que celui entre le centre et la périphérie du Caire, de Mexico ou de New Delhi.

Dans le présent article, nous essayons d'évaluer ce nouveau défi de manière critique à la lumière des valeurs fondamentales du fédéralisme suisse. Le fait, fréquemment souligné par la Banque mondiale, que dans le monde entier l'avenir appartient aux métropoles locales et également aux petits Etats et aux communes, est incontestable. Mais la question est de savoir comment nous allons réagir à cette tendance nouvelle. Devons-nous dès maintenant adopter des solutions concrètes ou allons-nous plutôt améliorer les procédures et les institutions afin de trouver en souplesse des solutions d'avenir adéquates et avant tout démocratiques?

Nous plaçons au centre du développement ci-dessous la légitimité démocratique des collectivités territoriales à tous les niveaux, de la commune à la communauté internationale. Nous sommes convaincus que nous devons avant tout trouver des procédures et des méthodes permettant d'utiliser l'énergie nécessaire à intégrer les intérêts locaux opposés dans une collaboration régionale, nationale et internationale.

Je suis persuadé que nous ne trouverons des solutions que si elles reposent sur les atouts politiques de notre Etat fédéral et si nous élaborons des procédures susceptibles d'exploiter les intérêts opposés pour le bien général de ce pays si divers.

La diversité dans l'unité

Lorsqu'à la fin du XVIIIe siècle, les pères de la Constitution américaine ont créé le premier Etat fédéral, ils ont réussi en quelque sorte à réinventer la roue constitutionnelle. Avant cette époque, il n'y avait que des Etats unitaires ou des confédérations d'Etats. Depuis la fondation de l'Etat fédéral américain, nous connaissons les «Etats dans l'Etat». Ces derniers doivent renforcer mutuellement leur démocratie, protéger les individus contre les excès du pouvoir central et veiller à ce que les gouvernements, les législateurs et les administrations liées en réseau soient proches des individus car le peuple, renforcé par les nombreuses possibilités de participation démocratique, peut véritablement les contrôler.

Quelque 50 ans plus tard, les pères de la Constitution suisse ont eu l'heureuse idée de recourir au modèle américain d'Etat fédéral non seulement pour renforcer les petites démocraties locales, mais avant tout, en insistant sur l'autonomie des cantons et des communes, pour pacifier un système de petites, voire toutes petites collectivités en lutte les unes contre les autres. On inaugurait ainsi le fédéralisme conçu comme un régime de paix qui, grâce à l'autonomie et à la participation locales, intégrait la diversité dans une unité centrale.

Grâce à la démocratie directe décentralisée ancrée depuis longtemps dans les communes et les cantons, le système fédéraliste de la diversité édifié de bas en haut fut enrichi par les principes politiques d'autodétermination, de liberté, de consensus démocratique et de maintien de la paix. La démocratie n'avait pas seulement pour objectif, comme dans beaucoup d'autres Etats, de créer les majorités les plus efficaces et légitimes possibles. Grâce à la participation démocratique, le peuple se réservait le droit de se prononcer sur les lois qui limitaient sa liberté.

Cependant l'autodétermination en tant qu'objectif de la démocratie ne peut être réalisée que si les décisions peuvent se prendre dans les structures les plus petites possibles et que l'on peut parvenir à des décisions de grande portée prises par les majorités les plus larges possibles. L'autonomie démocratique des communes confédérées ainsi que le compromis en tant qu'éléments essentiels d'une démocratie orientée vers le consensus, qui ne veut exclure personne, sont devenus les principes politiques fondamentaux de l'Etat suisse.

Alors que la pensée américaine est imprégnée de l'idée que les cultures diverses se mélangent (*melting pot*), les Suisses ont décidé d'assurer la coexistence de cultures différentes en garantissant leur autonomie.

Les récents conflits en Irak, en Afghanistan et en Indonésie montrent suffisamment que l'avenir de la coexistence pacifique de cultures diverses ne peut pas se réaliser dans le *melting pot* mais grâce à la garantie d'autonomie de ces cultures.

Valeurs universelles du fédéralisme suisse?

A l'heure actuelle, on compte dans le monde plus de 20 Etats fédéraux plus ou moins importants. 45 % de l'humanité vit dans des Etats fédéraux. Si l'UE devient plus tard un Etat vraiment démocratique, elle ne pourra unifier la riche diversité européenne que sur la base d'un système fédéral.

Aujourd'hui, on considère généralement la décentralisation des Etats unitaires comme une nécessité de bonne gouvernance. La Grande-Bretagne a réalisé récemment une ample décentralisation en accordant à l'Ecosse et au pays de Galles une importante autonomie. Les droits d'autodétermination des Ecossais et des Gallois sont très proches de ceux d'un système fédéral. L'Italie et l'Espagne sont déjà presque des Etats fédéraux et même dans la France centraliste, la révision constitutionnelle de 2003 a lié le principe de décentralisation à celui d'Etat unifié. L'article premier de la Constitution précise que «la France est une République indivisible» et que «son organisation est décentralisée».

Pour de nombreux Etats, le fédéralisme suisse est devenu une vision d'espoir car la Confédération a réussi, notamment grâce à sa structure fédérale, à maîtriser durablement les conflits et tensions internes entre les communautés religieuses et linguistiques non pas par la force mais grâce au débat politique rationnel tout en sauvegardant la solidarité entre les cantons et entre les communes.

Naturellement, la Constitution de l'Etat fédéral suisse n'est pas un modèle exportable. Chaque peuple doit trouver un modèle qui soit susceptible de résoudre ses problèmes. Montesquieu disait déjà que les constitutions étaient toujours l'expression de l'âme d'un peuple. Mais les valeurs qui assurent la cohésion de notre pays multiculturel pourraient tout à fait constituer des jalons pour d'autres pays. Par exemple:

- Prendre la diversité au sérieux.
- Réaliser l'autonomie à tous les niveaux, de la commune à la Confédération. Reconnaître non seulement l'égalité en droit mais le droit à la diversité.
- Faire à la collectivité un devoir non seulement de réaliser les libertés individuelles mais d'encourager l'autonomie des démocraties et des communautés culturelles locales ainsi que la coexistence pacifique des différentes cultures.
- Cultiver le consensus et le compromis non pas comme une faiblesse mais comme une valeur politique souhaitable.
- Ne pas laisser la démocratie sombrer dans la tyrannie de la majorité mais intégrer toutes les communautés dans le processus démocratique afin qu'elles puissent s'identifier avec leur pays et y reconnaître leur patrie.
- Considérer la Constitution et l'activité constitutionnelle comme une chance qui permet de modifier le pays constamment et en commun et ainsi de faire face aux nouveaux défis.
- Reconnaître que les hommes peuvent avoir des loyautés diverses et également des droits civiques.

Fédéralisme et globalisation

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la globalisation de l'économie, à l'universalisation des droits de l'homme et à la menace intercontinentale du terrorisme et du fondamentalisme. L'efficacité, la privatisation et la compétitivité sont devenues des slogans du jargon politique. La Suisse, petit pays fédéral et démocratique, a-t-elle un avenir? La pensée rationnelle et économique domine les entreprises privées et étatiques. Fonctionnalité et compétence de base sont devenus des slogans et ont conduit à des projets de réforme censés rendre notre fédéralisme plus souple, plus rentable et plus moderne.

Avenir suisse propose que la Suisse réorganise ses structures historiques selon des principes fonctionnels. La légitimité politique des différentes collectivités devrait être remplacée par une légitimité économique, fonctionnelle et professionnelle. De nouvelles structures en matière d'éducation, de transports, de santé, de planification, etc. doivent venir se superposer aux communes, aux districts et aux cantons. Il ne fait pas de doute que les collectivités traditionnelles légitimées politiquement doivent rechercher la coopération régionale dans une plus grande souplesse et en fonction des besoins mais leur légitimité politique doit continuer à être ancrée dans la démocratie territoriale et non dans des réseaux fonctionnels artificiels.

Le professionnalisme ne peut pas remplacer la légitimité politique. Nous nous rendons chez le dentiste non pas parce qu'il a été élu mais parce qu'il possède des compétences professionnelles et peut par conséquent assumer des responsabilités professionnelles. Mais nous nous approchons du président de commune ou du conseiller d'Etat parce que nous savons qu'ayant été élu, il jouit de la confiance du peuple et peut assumer des responsabilités politiques.

Il serait irresponsable de prôner l'isolement de la Suisse. La Confédération ne peut s'affirmer que dans la concurrence entre les éléments de plus en plus imbriqués de l'ordre international. Mais elle ne restera concurren-

Suite page 5

* *Thomas Fleiner* a été, de 1971 à 2008, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg. Il s'était spécialisé dans le droit public et dans le droit constitutionnel et le droit administratif suisses. Parallèlement, il a dirigé, de 1984 à 2008, l'Institut du fédéralisme. Depuis 2008, il est professeur de sciences politiques générales au Centre d'études de Brigue. En outre, il a enseigné dans différentes universités d'Europe et d'outre-mer et a été membre de nombreuses organisations internationales. Il est l'auteur, parfois en collaboration avec sa femme Lidija Basta-Fleiner, de nombreux ouvrages et articles.

Le modèle suisse de la démocratie directe donne de l'espoir de par le monde

par Dieter Sprock

Pendant des mois, la Suisse a été bombardée de forts reproches de la part des USA et de certains cercles de la gauche allemande à cause de son système financier fédéraliste. Les médias allemands ont publié un flot d'articles de propagande offensant les Suisses et visant à faire croire que le système financier suisse et le secret bancaire étaient responsables de la crise financière actuelle. L'absurdité de ces reproches est évidente.

Je suis naturellement bien loin d'excuser des affaires de banques malhonnêtes. Là où elles ont eu lieu, il faut demander des comptes aux responsables.

Si l'on analyse les attaques américaines et allemandes de façon impartiale, on constate pourtant que le secret bancaire et l'équité fiscale ne servent que de prétextes.

Tout citoyen s'engageant de manière honnête en faveur de la justice et la paix dans le monde frémit quand il voit les USA et le SPD attaquer la Suisse tout en se référant à la justice fiscale et la protection de leur population appauvrie, voire des pays en voie de développement. C'étaient cependant les USA, assistés par le parti social-démocrate d'Allemagne, qui avaient octroyé au monde un système économique dont les guerres ont laissé une immense trace de sang et dont le déclin ruine nombre de gens sur le plan économique et humain.

Schröder et son complice *Fischer* ont soutenu les bombardements qui ont ramené la Yougoslavie à l'âge de pierre. Les guerres en Afghanistan et en Irak ont également commencé sous leur régime et avec l'assistance de l'Allemagne. Sous Schröder et ses vassaux, qui font d'ailleurs toujours partie du gouvernement et aspirent au pouvoir lors des prochaines élections, l'économie sociale du marché a été définitivement transformée en un capitalisme féroce sans limites. Et l'on voudrait maintenant nous faire croire que nos attaquants allemands actuels le font par souci pour leur propre population et en particulier ses couches les plus défavorisées?

Ne s'agirait-il pas plutôt d'un enjeu tout autre? Le secret bancaire et le système fiscal ne sont que le terrain sur lequel la guerre est menée: La Suisse en tant que démocratie directe, sa structure fédéraliste, l'autonomie communale, le franc suisse et la Banque nationale suisse dérangent les cercles financiers anglo-américains et leurs vassaux européens qui visent à installer un gouvernement mondial. On ne veut pas d'un pays autonome dont les citoyens décident eux-mêmes du taux fiscal et des dépenses lors d'une assemblée communale ou d'un référendum, on ne veut pas d'un pays qui dispose, malgré ses taxes relativement basses comparées aux autres pays européens, d'une excellente infrastructure et d'un système social qui fonctionne, on ne veut pas d'un pays qui pourrait servir de modèle à d'autres pays. Mais c'est justement ce qu'il faut sauvegarder!

Si jamais il faut changer quelque chose sur le plan des institutions suisses, le secret bancaire par exemple, c'est au Souverain, donc aux Suisses, d'en décider. Cela ne regarde pas l'étranger. Les attaques massives contre la Suisse portent atteinte au droit des peuples à l'autodétermination.

Le modèle suisse de la démocratie directe donne de l'espoir au monde entier. Cet espoir doit être conservé et défendu par toutes les citoyennes et tous les citoyens au-delà des frontières des partis. Celui qui n'est pas en accord avec cette ligne doit révéler ses véritables buts. •

«Le fédéralisme suisse a-t-il un …»
suite de la page 4

tielle que si elle se souvient des qualités qui ont fait d'un des Etats les plus pauvres de l'Europe du XIXe siècle un des plus riches du début du XXIe siècle et si nous pouvons répondre à la question de savoir pourquoi cette démocratie à la fois modeste et complexe a réussi à passer de la pauvreté à la richesse.

Pourquoi la Suisse est-elle un des rares pays modernes à avoir réussi à transformer ses ennemis de guerre civile (Sonderbund) en adversaires politiques et même aujourd'hui partiellement en partenaires politiques et à surmonter pacifiquement les conflits internes de manière fédéraliste et démocratique? Une réponse concluante à cette question difficile pourrait nous indiquer quels sont les véritables atouts de la Suisse qui lui feront conserver sa compétitivité dans le nouvel ordre international et européen.

«Localisation»?

Notre époque se caractérise non seulement par la globalisation mais par la progression de la «localisation». Certes, les marchés financiers sont devenus globaux mais le marché du travail est resté local. Les droits de l'homme sont universels mais seuls les Etats nations et chez nous, la plupart du temps, seuls les cantons et les communes peuvent les respecter pour le bien de tous les hommes. Les menaces globales suscitent des craintes locales contre lesquelles seule une collectivité de petites dimensions peut les protéger. Nous ne savons guère comment maîtriser les migrations dans le monde entier et nous oublions souvent que le lieu de naissance de la majorité des hommes détermine leur destin.

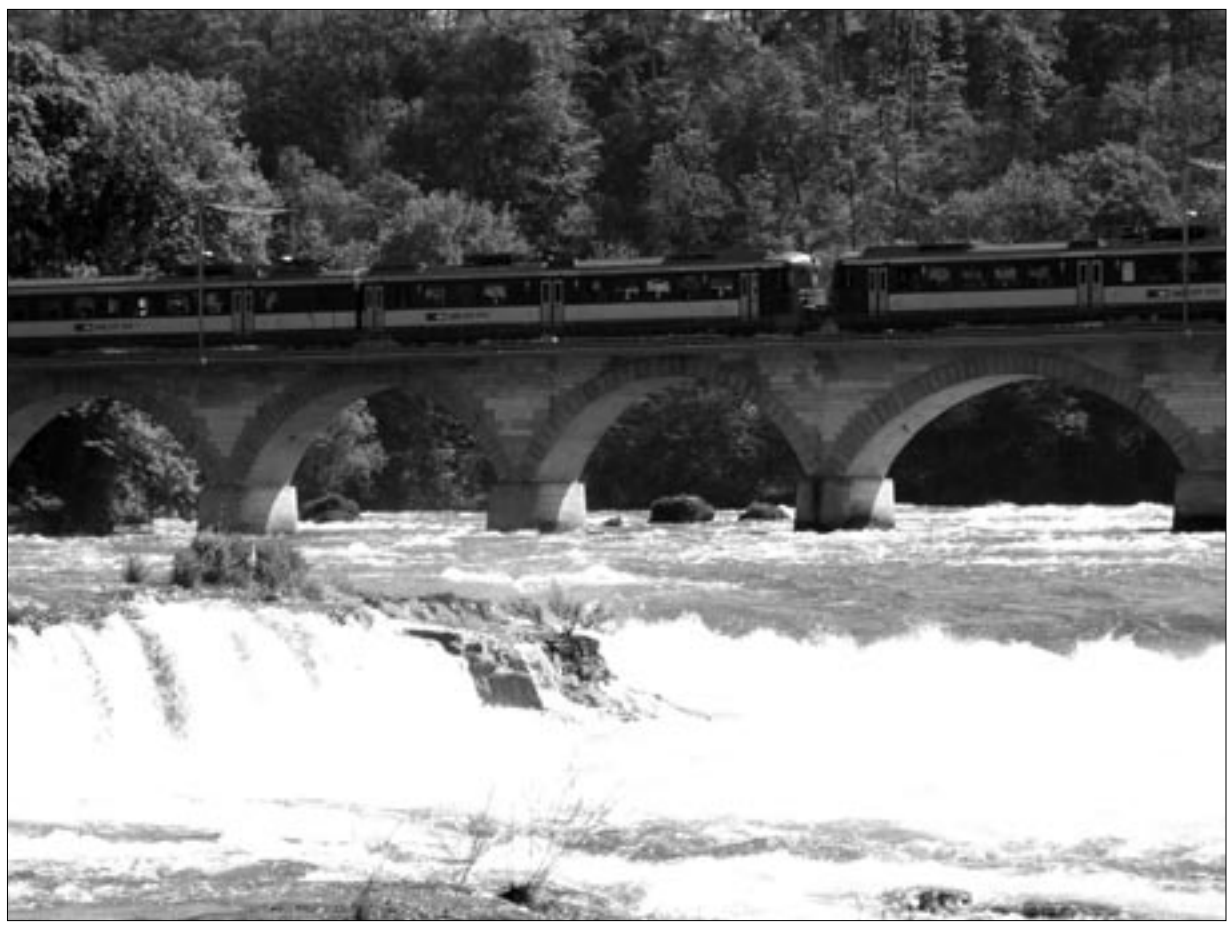
Malgré la tendance croissante à la «localisation», nous ne devons pas nous figer dans le provincialisme et l'esprit de clocher égocentrique. La collaboration est nécessaire à tous les niveaux. Sans solidarité entre la ville et la campagne, les pauvres et les riches, les Suisses et les étrangers, entre usagers de l'allemand, du français, de l'italien et du romanche et entre l'économie et les consommateurs, le pays ne pourra guère subsister. Une autre chose est également importante: la volonté d'utiliser l'énergie engendrée par la diversité et les tensions internes qui lui sont liées pour trouver une nouvelle dynamique de l'école et du développement. Mais comment puiser dans ces tensions un potentiel fructueux en vue d'une collaboration? Ce genre de question devrait être au centre de nos recherches.

Le fédéralisme peut bloquer des énergies mais les conflits à propos d'intérêts divers et opposés peuvent en dégager. Un pays comme la Suisse qui, à cause de sa diversité et de ses processus décisionnels démocratiques et fédéralistes, doit tenir compte, dans la mesure du possible, de tous les intérêts, est contraint de mettre à la disposition des institutions et des personnes qui participent aux décisions des aides professionnelles concernant les procédures, les institutions et les techniques qui permettent de trouver des compromis constructifs et durables. La mission de l'école et de la recherche serait de fournir de nouvelles bases pour la préparation professionnelle des négociations, des séances et des décisions, la conduite intelligente et constructive des négociations ainsi que les médiations efficaces et les modèles de solutions appropriés.

Comment peut-on utiliser l'intérêt local au profit de l'intérêt national? Le fédéralisme offre les meilleures conditions pour tirer un profit national de la richesse locale.

Le courage d'innover

Devons-nous repenser totalement notre fédéralisme? En l'absence de nouvelles impulsions provenant avant tout de l'économie et de la société, le fédéralisme perd de sa vitalité et de sa force. Nous avons besoin d'innovations qui utilisent la diversité aux fins de collaboration. Le fédéralisme ne doit pas devenir un objet de musée. Sa force, finalement aussi sa force économique, réside dans le fait que le pouvoir politique et la responsabilité se confondent largement à tous les niveaux.



«Le fédéralisme permet la coexistence de communautés les plus diverses qui s'enrichissent mutuellement et se soutiennent solidairement.» (photo av)

Quand une commune veut construire une nouvelle école, elle peut en décider elle-même mais les contribuables doivent aussi la financer. Quand le canton des Grisons veut construire la Porta Alpina dans la Surselva, il doit convaincre les Engadinois afin qu'ils soient disposés à soutenir leurs concitoyens de la Surselva. Quand un canton universitaire veut avoir une faculté de médecine, il doit faire en sorte qu'elle obtienne l'autorisation de la Confédération en respectant des normes internationales. Quand la Confédération veut créer un «espace scolaire suisse», il doit avoir des objectifs clairs et être prêt à collaborer avec les cantons. Dans un Etat fédéral, on ne peut faire face aux nouveaux défis qu'en partageant les responsabilités. Personne ne doit supporter seul les soucis et les problèmes. Cependant il nous faut trouver des processus nouveaux et convaincants permettant, à l'avenir, de répartir le pouvoir et la responsabilité de manière novatrice et productive.

On ne peut pas trouver de solutions définitives dans l'abstrait. On ne peut réduire ni l'homme ni l'Etat fédéral à un seul modèle. Ce n'est que grâce à un débat politique permanent, reposant sur une légitimité indispensable, que l'on trouvera de nouvelles voies de collaboration. Un regard rétrospectif porté sur les deux dernières années montre que le peuple et les cantons ont toujours été disposés à assouplir le fédéralisme. En acceptant la péréquation financière, les cantons riches ont manifesté leur solidarité avec les cantons pauvres. Grâce au consensus concernant l'«espace suisse de formation» qui va être créé selon un nouveau mode de collaboration, le peuple et les cantons ont non seulement tracé de nouvelles voies pour l'école mais montré de manière frappante que la politique doit accorder la première des priorités à la formation à tous les niveaux.

En fait, les possibilités de collaboration intense entre les cantons ainsi qu'entre la Confédération et les cantons sont loin d'être épuisées. Si nous saisissons les chances de cette collaboration, nous pourrons apprendre et nous inspirer les uns des autres et créer de nouvelles synergies. La Constitution permet maintenant d'exercer une contrainte sur les cantons qui boudent dans leur coin ou qui, fort de leur puissance, ne veulent utiliser la collaboration que dans leur intérêt. Aussi bien les nouveaux articles sur la formation que les dispositions relatives à la péréquation financière permettent à la Confédération de contraindre dans certains cas les cantons à la collaboration (article 48). Dans les domaines de la santé, de la police, de la sécurité, de l'environnement et des transports, on cherche à tous les niveaux des solutions fondées sur les atouts de notre diversité et qui concentrent les énergies dans l'intérêt général au lieu de les réduire. Dès qu'on a trouvé des solutions que le peuple soutient et supporte, il n'y a plus lieu de craindre pour notre fédéralisme.

Imbrications internationales

Le moteur qui nous pousse – et il doit le faire – est l'imbrication internationale croissante qui nous contraindra constamment à maintenir la souplesse de notre système et à l'adapter à un environnement qui évolue de manière vertigineuse. Le défi le plus difficile auquel nous devons faire face est celui de nos rapports avec l'UE. Il est inutile de faire l'autruche et d'attendre que l'UE entre de force chez nous. Si elle continue de se développer selon ses principes actuels, nous devrons nous résigner longtemps encore à suivre la voie bilatérale avec cette UE qui nous entoure complètement. Mais d'une manière plus réaliste, il faut partir de l'idée que nous devrons à moyen ou à long terme, adhérer à cette nouvelle forme de collaboration européenne. Cela aura sans aucun doute des conséquences pour notre système fédéraliste. Pas plus que le Danemark ou la Grande-Bretagne, la Suisse ne perdra son indépendance dans une Europe unie. Au lieu de se lamenter, il faut qu'elle profite de ses chances d'y introduire et d'y représenter ses compétences de base. Ce n'est pas le nombre de nos initiatives et de nos référendums ni le nombre de nos compétences qui sont à la base de notre indépendance mais la question de savoir si et comment notre diversité pourra tirer profit de l'intégration et si nous réussirons à investir la force de la Confédération dans n'importe quel environnement, aussi difficile soit-il, et d'en tirer profit pour notre développement futur dans l'intérêt de la diversité du peuple. Pour le moment, en tout cas, ce genre de visions stratégiques est totalement absent.

Quiconque suit la politique suisse à tous les niveaux – des communes à la Confédération en passant par les cantons – est stupéfait de constater la vitalité avec laquelle la population cherche de nouvelles solutions satisfaisantes aux plans politique, social, économique et scientifique. Il n'y a pas d'autre pays au monde ou, relativement au nombre d'habitants, tant de gens, d'institutions, de groupements, de partis politiques, d'administrations, d'experts et de chercheurs se préoccupent de la chose publique (y compris du fédéralisme), l'entretiennent, la critiquent, la défendent, la renouvellent et parfois souhaitent la changer profondément. En comparaison de l'époque de renouveau dynamique des années 1830, le nombre des réformateurs a plutôt augmenté. Cette vitalité n'est-elle pas non plus un signe de la force de notre système politique?

Les débats politiques ne sont pas délégués, comme dans beaucoup d'autres pays, aux organes directeurs des partis. Ils sont au centre des débats publics, politiques et scientifiques accessibles à chacun. Toutes les propositions sont l'expression d'un attachement profond au pays et traduisent le désir de s'engager dans de nouvelles voies afin que la réussite de la Confédération puisse se projeter durablement dans l'avenir.

Faiblesse du fédéralisme

Mais quelles sont les faiblesses du fédéralisme? S'agit-il du provincialisme, de l'esprit de clocher? Le fédéralisme est-il trop complexe et opaque, est-il encroûté et antidémocratique? Sommes-nous imbus de nous-mêmes et inflexibles? Sommes-nous des ploucs, des béotiens étroits d'esprit?

Contrairement à beaucoup d'autres pays, la Suisse a réussi, à une époque de paix et de prospérité, non pas à réviser de fond en comble sa Constitution, mais à y introduire de nombreuses institutions et procédures novatrices dont les effets ne peuvent guère être évalués pour le moment. Alors que dans la plupart des Etats, ainsi que dans l'UE, l'évolution constitutionnelle est bloquée et n'est donc plus guère pratiquée que par les cours constitutionnelles, notre politique a réussi – après, reconnaissons-le, de nombreuses tentatives infructueuses depuis les années 1960 – à obtenir l'adhésion du peuple et des cantons à un texte réformateur novateur surtout en matière de fédéralisme.

Le fédéralisme n'en sort pas affaibli parce qu'il ne serait pas susceptible d'être réformé. Sa force réside justement dans le dynamisme qui lui a permis, au cours des siècles, à laisser osciller le balancier entre le centralisme et la décentralisation, en fonction de l'esprit du temps et des besoins nationaux ou cantonaux. Notre faiblesse réside dans le fait que nous considérons toujours les atouts du fédéralisme comme des faiblesses et ne savons pas faire de nécessité vertu. Les débats à propos du système suisse de santé n'en sont qu'un exemple. Parce que, par exemple, différents cantons luttent en faveur de centres de transplantations, on exige des décideurs centralisés en croyant que la centralisation permettra de mieux résoudre les conflits d'intérêts que les différents cantons. Lors de ces débats, les divers intérêts cantonaux apparaissent au grand jour. Mais c'est uniquement de cette manière que les expériences, les connaissances et les coûts peuvent être reconnus et évalués. Si l'on ne connaît pas ces conflits d'intérêts, on ne peut pas, en fin de compte, trouver de solutions et de compromis durables.

C'est à l'issue de ces francs débats que finit par surgir la solution qui a le plus de chances de tenir compte des différents intérêts et dont le coût sera accepté par les contribuables. Si ces décisions étaient prises par un organe bureaucratique central, elles négligeraient beaucoup d'inquiétudes et de problèmes de la population. Cet organe élaborerait des solutions dans l'abstrait et les frustrations et oppositions de la population ne se manifesteraient que beaucoup plus tard. Le conflit qui surgit dans l'Etat fédéral avant que l'on trouve des solutions est beaucoup moins coûteux et peut être utilisé de manière constructive dans la recherche de résultats satisfaisants.

L'avenir du fédéralisme réside dans la polyphonie constitutionnelle

Un critère de développement d'une civilisation ou d'une culture est, en musique, le saut quantique de la monophonie à la polyphonie. D'une manière analogue, on peut considérer le passage de l'Etat unitaire à l'Etat fédéral comme un saut quantique de la théorie de l'Etat. En effet, le fédéralisme permet la coexistence de communautés les plus diverses qui s'enrichissent mutuellement et se soutiennent solidairement. Si l'on veut symboliser les trois grandes périodes historiques que sont le Moyen Age, les Temps modernes et l'époque contemporaine à l'aide d'images, le Moyen Age et son Etat féodal ancré dans la conception chrétienne du monde sera représenté par une pyramide et les Temps modernes par un engrenage, le monde étant fait alors d'une quantité de petits Etats souverains qui s'interpénétraient, structure qui fut détruite par la Paix de Westphalie. Quant à l'ordre contemporain globalisé, on peut le symboliser par un réseau complexe de cordes et de nœuds qui s'interpénètrent et se superposent. Le fédéralisme est le système politique sans doute le mieux préparé à ce développement de réseaux transnationaux. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Ce n'est pas l'argent qui fait le bonheur mais la démocratie

Plus la démocratie est directe, plus les gens sont satisfaits

Une recherche scientifique dirigée par Bruno S. Frey révèle que la démocratie directe est le système politico-social qui correspond le mieux à l'homme. Il est une source durable de paix, de liberté et de justice et offre aux citoyens la possibilité de participer aux décisions et d'avoir une influence directe. Elle a des effets positifs sur le bien-être des hommes et se révèle attirante pour d'autres peuples. Bruno S. Frey est professeur d'économie politique à l'Université de Zurich et depuis de nombreuses années, il entreprend des recherches sur les relations entre l'économie, la politique et l'éthique. Ses études sur la démocratie directe suscitent l'intérêt et méritent un large débat.

ro. Dans le présent article, nous reproduisons des passages importants de l'étude du professeur Frey.

«L'affirmation ‹L'argent ne fait pas le bonheur› est à peu près juste; en revanche, il est tout à fait exact de dire que la démocratie rend heureux.» Pour Bruno S. Frey, il est clair que pour satisfaire les besoins de base, il faut un certain revenu, mais si «l'argent – au sens d'un revenu élevé – ne rend pas vraiment malheureux, il n'augmente que peu le bien-être subjectif des personnes». En réalité, celui qui vit dans un système démocratique se sent plus heureux. «En particulier, plus les possibilités de participation aux décisions politiques à travers des consultations populaires sont développées plus les citoyens sont satisfaits.

Cela tient à deux raisons déterminantes: D'une part, les citoyens peuvent avoir une influence sur la situation politique. Les gouvernements sont obligés de mettre à leur disposition les biens et les services qu'ils désirent réellement. D'autre part, les citoyens apprécient de pouvoir participer au processus politique.» Les affirmations de Frey sont fondées sur des recherches empiriques minutieuses. Leurs résultats confirment ceux de la psychologie, des sciences économiques et des sciences politiques.

Frey est encore allé plus loin avec ses collaborateurs et a fait des recherches en Suisse sur les différences cantonales en ce qui concerne les possibilités d'influence en démocratie directe. Là aussi il a trouvé des résultats intéressants. Il a fait une distinction entre les cantons aux possibilités de participation plus prononcées (Bâle-Campagne, Glaris, Appenzell Rhodes-Extérieures, Soleure) et d'autres aux possibilités moins prononcées (Genève, Neuchâtel, Tessin, Berne). «En tenant compte de toutes les autres influences économiques et sociodémographiques, il s'est avéré que les citoyens des cantons offrant des droits politiques très développés sont nettement plus satisfaits.»

Une économie prospère et la croissance sont importantes pour le bien-être de la population. L'économie croît d'autant mieux et plus durablement que les citoyens peuvent participer grâce à la démocratie directe. Ainsi il est une fois de plus confirmé que la démocratie directe en Suisse a une haute valeur éthique. Nous sommes d'accord avec Bruno S. Frey quand il conseille aux Suissesses et aux Suisses d'être fiers de leur démocratie directe. •

Source: *unijournal* du 2/4/02

Frey, Bruno S./Kirchgässer, Gebhard. *Demokratische Wirtschaftspolitik*. ISBN 3-8006-2737-X

Réédition 3e trimestre 2002

En Suisse également, il y a toujours des gens qui disent que notre démocratie directe est une chose ringarde, que cela ne vaut plus rien pour le XXIe siècle. Nous pensons exactement le contraire: Nous pensons que la démocratie directe n'est pas seulement plus efficace mais qu'elle rend aussi les gens plus satisfaits que dans d'autres pays. Et là aussi, je dirai de nouveau. Quelques autres pays de notre entourage, l'Allemagne par exemple, pourraient très bien introduire un peu plus de participation avec des initiatives et des référendums.

[…] Nous ne pouvons tout simplement pas constater que la démocratie directe ralentisse. On prétend très très souvent, que tout est toujours repoussé; il faut cependant comparer cela aux démocraties parlementaires dans lesquelles tout est aussi bloqué, mais là c'est par de puissants groupes de pression. Cependant chez nous la participation directe donne aux citoyens la possibilité de surmonter aussi de puissants groupes de pression, et je trouve cela une possibilité très importante.

Tiré de: Horizons et débats n° 7 du 17/2/08, Interview de Bruno S. Frey à la Radio Suisse alémanique DRS 1

L'«Etat suisse» est une grande idée et non pas une organisation technocratique

Notre pays n'est pas un Etat nation au sens typique et idéal. Il lui manque pour cela un gouvernement central puissant, une même langue, une histoire identique, une unité ethnique et religieuse ainsi qu'un peuple qui recherche une grandeur collective. La diversité à l'intérieur de l'Etat caractérise l'identité du peuple suisse. Le point central de l'idée d'Etat suisse réside dans la volonté toujours renouvelée du peuple de vivre ensemble en tant que communauté de destins, de débattre des affaires publiques et de les régler par des décisions majoritaires. L'«Etat suisse» est une grande idée et non pas une organisation technocratique.

Il respecte l'individu et le place au centre. Le citoyen doit être respecté, interrogé et écouté. L'Etat a pour mission de garantir la sécurité intérieure et extérieure, l'ordre et la paix de même que la protection face aux dangers. En outre, il faut de bonnes conditions générales pour une économie prospère. Il faut soulager les cas sociaux.

Seules ces conditions permettent aux hommes de vivre dans la liberté. Il faut refuser l'idée que l'Etat est une fin en soi et qu'il doit manifester son importance et son influence.

L'idée suisse de «Confédération» remonte au vieux *Thing* germanique et constitue le fondement de la conception de l'Etat suisse. Ce phénomène permet aujourd'hui encore au peuple de s'identifier avec son Etat selon la devise «L'Etat, c'est nous». Les anciennes constitutions des corporations urbaines ont contribué au développement démocratique. De même l'idée de la Révolution française a préparé la voie à la Suisse pour une pensée plus démocratique. L'armée de milice, le travail de milice dans les autorités ainsi que d'innombrables sociétés de tir, de chant et de gymnastique avec leurs festivités ont considérablement renforcé la cohésion depuis la fondation de l'Etat en 1848. Ainsi la solidarité a pu être renforcée par-delà les frontières sociales, les barrières linguistiques et les différences régionales. •

Extrait de: Franz Muheim, *Die Schweiz im 21. Jahrhundert,* Stäfa 2007.

(Traduction Horizons et débats)

ISBN 978-3-85717-183-3

Le fédéralisme, l'autonomie communale et le système de milice sont les bases du bien commun

Tout ce qui se rapporte au caractère particulier de l'intérêt général pour l'Etat, du souci du bien commun et de la responsabilité non partagée peut être résumé par les termes de démocratie référendaire, de concordance et de système de milice.

Autrefois, l'assemblée de la «communauté de vallée» était en quelque sorte la cellule primitive de la participation générale du peuple. Ces débats en face à face sur les problèmes de la communauté se sont maintenus jusqu'ici dans les deux «landsgemeinden» de Glaris et d'Appenzell Rhodes-Intérieures et dans les nombreuses assemblées communales. Là où la communauté est trop importante, il va de soi que les citoyens doivent se prononcer par les urnes. Or cela n'est plus guère possible sans préparation parlementaire, si bien que la combinaison de la démocratie représentative et de la démocratie directe correspond à une logique interne malgré les contradictions apparentes. La concordance fait que non seulement les parlements représentent la diversité du peuple mais aussi les gouvernements, dans certaines limites, naturellement. Ce sont des conseils qui travaillent selon un principe collégial et non pas selon les principes d'une gestion menée de manière hiérarchique. Le principe de milice est en outre un instrument excellent pour intégrer le peuple dans la formation de la volonté nationale et aussi pour tirer profit de ses vastes connaissances. Pensons au nombre de mandats exécutifs et législatifs que la Confédération, les cantons et les communes doivent attribuer et combien de commissions parapolitiques travaillent pour les milliers d'institutions des collectivités comme les écoles, les jardins d'enfants, l'alimentation en eau, les corporations, les hôpitaux, les maisons de retraite ou les offices de tourisme. Toutes ces commissions sont composées de citoyennes et des citoyens. Ajoutons à cela l'armée de milice. On pourrait écrire plusieurs chapitres sur son importance pour la collectivité. Celui qui veut faire quelque chose pour elle trouve des possibilités innombrables dans ce pays. Il n'y a probablement aucun autre pays où tant de personnes peuvent œuvrer dans tant de commissions en faveur de l'intérêt général. C'est avant tout le fédéralisme, avec les cantons et les communes, qui entraîne ce nombre élevé de fonctions de milice. •

Extrait de: Kaspar Villiger, *Eine Willensnation muss wollen. Die politische Kultur der Schweiz: Zukunfts- oder Auslaufmodell?* 2009.

(Traduction *Horizons et débats*)

ISBN 978-3-03823-525-5

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- ❑ **Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Les civils sont les plus durement frappés par les guerres modernes

Interview de Pierre Krähenbühl, directeur des opérations du CICR

thk. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui commémore cette année le 150e anniversaire de la bataille de Solferino et également la création de l'organisation humanitaire, est impensable sans l'Etat fédéral suisse fondé en 1848. L'idée d'Henry Dunant d'alléger les souffrances des soldats blessés et ainsi d'attirer l'attention sur leur situation misérable correspondait chez lui à une préoccupation profondément humaine et à une attitude éthique que l'on trouve également dans les principes de la jeune République et dans l'ancienne Confédération. La démocratie suisse, l'idée de neutralité liée à la volonté d'agir au plan humanitaire et de s'engager en faveur de la paix et contre les solutions sanglantes sur les champs de bataille font partie des aspects fondamentaux de la pensée suisse. Depuis le XVIe siècle, cette attitude fondamentale de la population suisse a protégé le pays de la guerre et des destructions et suscité un engagement, souvent dans l'ombre, en faveur de la paix.

Le CICR a toujours adapté ses activités aux circonstances et créé, avec les quatre Conventions de Genève, un instrument destiné à encadrer les conflits armés. Une étude du CICR publiée la semaine dernière, qui évoque les «Solferino d'aujourd'hui», c'est-à-dire les guerres actuelles, montre que la plupart des victimes des conflits modernes sont toujours des civils. C'est pourquoi le CICR voudrait axer encore davantage l'action humanitaire sur les souffrances des populations civiles. Les individus innocents victimes des conflits armés doivent être mieux protégés. L'interview ci-après du chef des opérations du CICR Pierre Krähenbühl éclaire la mission du CICR. La manière de mener les guerres a considérablement changé au cours des 150 dernières années et également ses effets dévastateurs sur les individus concernés.

Pouvez-vous indiquer une différence dans la manière dont les civils vivent la guerre aujourd'hui par rapport à Solferino, dans le nord de l'Italie?

Il existe des changements frappants entre la manière dont les batailles étaient livrées il y a 150 ans et celle dont elles se livrent aujourd'hui. Selon les historiens, à Solferino, quelque 40 000 soldats ont été blessés ou tués alors qu'un seul civil est mort dans les combats. De nos jours, la situation est différente. Il est clair qu'à cette époque les civils ont également été touchés. Ils ont dû fuir leurs villages, se cacher et tenter de se protéger. Ce qui est alarmant aujourd'hui, c'est l'ampleur des souffrances et le nombre de victimes et de morts parmi les civils que nous voyons autour de nous.

Dans le cadre de notre nouvelle recherche, nous avons examiné ce que les personnes en Afghanistan pouvaient nous relater de leur expérience et 60% d'entre elles ont déclaré avoir été directement touchées par les conséquences de la guerre. Imaginez donc la vie de ces personnes dans le tourbillon des hostilités depuis 30 ans, ou prenez la République démocratique du Congo, comme autre exemple. Un pourcentage élevé de personnes aurait subi au cours des douze derniers mois un grand nombre de violations (abus sexuels, déplacement, absence d'accès aux soins de santé etc.).

L'inversion de cette tendance, en termes de transformation du conflit armé et des principales victimes, est très préoccupante.

Qu'est-ce qui vous a incité à mener cette enquête?

Eh bien, nous avons considéré qu'il était temps de nous pencher sur les «Solferinos actuels», sur les conflits et les situations de violence qui surviennent de nos jours. Il importe en particulier de les analyser au travers des expériences, des peurs, des inquiétudes, des frustrations et des espoirs des personnes touchées par ces dynamiques.

Nous avons choisi d'examiner un ensemble géographique de contextes, ainsi qu'un ensemble de situations qui font souvent la une des journaux et d'autres qui défrayent rarement la chronique. Finalement, nous avons opté pour l'Afghanistan, la Colombie, la République démocratique du Congo, la Géorgie, Haïti, le Liban, le Libéria et les Philippines. Pour nous, il est essentiel de prendre le temps d'écouter attentivement les personnes et d'entendre ce qu'elles ont à nous dire sur la manière dont elles ont vécu ces événements traumatisants.

République démocratique du Congo. Un enfant séparé des siens en raison du conflit. (photo © 4/2/09, ICRC/VII/HAVIV, Ron)

Avez-vous trouvé des conclusions particulièrement frappantes ou surprenantes?

Même si cela n'est pas totalement surprenant, il est frappant de voir à quel point les personnes pensent, avant tout et surtout, à la sécurité et au bien-être des membres de leur famille proche et s'en soucient. Elles sont préoccupées par la perte d'un être cher et par la séparation. Chacune à sa manière, les personnes interrogées ont dit que c'était là une de leurs plus grandes peurs.

Dans le même temps, on a pu aussi constater, concernant la famille et la proximité, que bon nombre de personnes ont déclaré que ce sont leurs communautés, leurs voisins ou leurs familles qui répondent le plus efficacement à leurs besoins immédiats.

Comment savoir ce qui a un impact sur l'action du CICR ?

La proximité avec les communautés touchées est un constat que nous avons pu observer ces dernières années dans notre propre expérience opérationnelle. S'il existe des héros dans le domaine humanitaire, ce sont bien les chirurgiens et le personnel infirmier qui travaillent dans des pays déchirés par la guerre comme l'Afghanistan, l'Irak ou la Somalie. En effet, tous les matins, ils prennent le risque d'aller à l'hôpital dans l'espoir de contribuer à améliorer la situation de leurs concitoyens.

Notre privilège, et ce sur quoi nous nous sommes efforcés de mettre l'accent ces dernières années, consiste à les accompagner dans ce processus … à permettre au personnel médical local et aux intervenants humanitaires, dont nos collègues des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de répondre sur le terrain parce que nous avons constaté qu'ils pouvaient avoir un impact positif sur les populations touchées. Nous mettrons davantage l'accent sur ce fait à l'avenir.

Selon l'enquête, un très grand nombre de personnes ont été contraintes de fuir de chez elles. Quelle est votre réponse?

Les conclusions sur le déplacement et le nombre de personnes ayant déclaré avoir été contraintes de partir de chez elles ou d'abandonner leurs biens, puis de les perdre et de ne plus jamais pouvoir les recouvrer, sont préoccupantes. Au Congo, ce n'est pas un déplacement que les personnes ont subi ces derniers 12 ou 18 mois. Certaines ont été déplacées quatre, cinq ou six fois, et ont souvent perdu des proches lors de ces déplacements.

Il apparaît donc clairement, du point de vue des personnes interrogées, que cette épreuve est la plus angoissante et la plus effroyable qu'elles vivent lors d'un conflit et il faut donc que le CICR s'engage avec plus de vigilance sur cette question.

La corruption a été assez souvent citée comme un des motifs empêchant les personnes à demander de l'aide. Est-ce que cela a un impact sur l'action du CICR dans ces pays?

Il est vrai que bon nombre des personnes interrogées ont indiqué que la corruption était un obstacle potentiel à un accès sûr et prévisible à l'aide humanitaire mais la recherche ne révèle pas qui, selon ces personnes, est corrompu et n'attribue à personne une telle responsabilité. Toutefois, cette conclusion est frappante et nous rappelle avec force toutes les précautions à mettre en place lors de la mise en œuvre des programmes, à la fois durant la phase d'évaluation et la phase d'exécution afin de s'assurer que les populations ne sont pas confrontées à la discrimination ou à d'autres formes d'obstacles. Il faut, à mon avis, que nous accordions une attention plus soutenue à ces phénomènes.

Quel sera, d'une manière générale, l'apport de cette recherche?

Cette recherche apportera deux grands changements dans notre manière de travailler. Tout d'abord, elle nous rappellera qu'il importe de placer l'être humain au centre de notre analyse et de notre action. Ce n'est qu'en accordant tout le sérieux requis à la manière dont les personnes perçoivent leur propre situation que notre réponse pourra être à la hauteur de leurs besoins et de leurs attentes.

Les organisations humanitaires s'adressent aux personnes et évaluent leurs besoins mais elles tendent à agir en fonction de leur propre expertise. Retournons la situation et envisageons la personne comme point de départ, l'approche deviendra alors plus authentique, plus profonde. Cette conclusion est, à mes yeux, importante. Il nous faut adapter notre programme à cette réalité.

Par ailleurs, la communication relative à l'impact de la guerre sur les personnes touchées incombe au premier chef à une organisation comme le CICR. Agir en se fondant sur la manière dont les personnes voient leurs besoins et non en fonction de nos propres vues et nos propres évaluations ajoute une dimension qualitative à notre volonté de porter les voix des victimes de la guerre et de la violence armée à des publics plus vastes.

Une telle approche nous permettra de dire que nous nous sentons responsables des personnes auxquelles nous avons à venir en aide. •

Source: *www.icrc.org* du 23/6/09

Kaboul, Afghanistan. Le centre orthopédique du CICR. (photo © 3/2009 CICR/VII/Nachtwey, James)

Comité international de la Croix-Rouge,
19, avenue de la Paix,
1202 Genève, Suisse
tél.: +41 22 730 21 71
fax: +41 22 730 28 99
don.gva@cicr.org; www.icrc.org/donation

Pour les dons suisses: CP 12-5527-6

Protection du paysage réfléchie et diverse

Les activités de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP)

Châtaigneraies de Dunzio TI

Mieux que tout autre arbre, le châtaignier (lat. Castanea sativa) se prête aussi bien à la production de bois que de fruits. Suite à la forte augmentation de la population et à la colonisation dense des vallées alpines même situées à haute altitude, la châtaigne comestible a conquis son statut de principal aliment de base entre le XIIIe et le XVIIIe ou XIXe siècle. En parallèle, les châtaigneraies (ital. Selva) ont connu une large expansion. Dans un paysage cultivé à caractère de parc, les agriculteurs ont entretenu les châtaigniers et les sous-bois, récolté les fruits et utilisé le bois dans la construction. Le «Centro Natura Vallemaggia», une association d'utilité publique dont le siège est à Lodano, s'est donné pour but de faire revivre dans toute leur ampleur les traditions disparues. A fin 2008, grâce au partenariat conclu entre la société AXA Winterthur et la FP, le centre a pu lancer et financer son projet à Dunzio, dans la commune de Maggia. Celui-ci a pour objet l'entretien du peuplement d'arbres: les vieux châtaigniers sont taillés dans les règles de l'art sous la supervision de l'Office cantonal des forêts, de jeunes arbres sont plantés où c'est nécessaire. La forêt est éclaircie avec soin pour lui redonner son caractère de parc ouvert. Dans le passé, la culture et l'exploitation des châtaignes avaient nécessité la construction de divers bâtiments comme des séchoirs («grà») ou des étables.

Les travaux prévus ces cinq prochaines années comprennent la réfection et la remise en état de ces précieux biens culturels. Le projet interdisciplinaire est complété par une offre didactique autour du thème de la châtaigne. •

Responsable du projet: Stefan Kunz

Source: *Protection du paysage 2008, Activité de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP),* Berne 2009

La remise en état d'anciens bâtiments agricoles est une partie importante du projet de Dunzio, Commune de Maggia TI . (photo CNVM, Lodano, Centro Natura Vallemaggia)

Protection collective du paysage à Eriwis AG

Eriwis: Les volontaires d'AXA Winterthur accomplissent des travaux de protection de la nature. (photo FP)

Dans l'ancienne mine d'argiles à Opalinus d'Eriwis, près de Schinznach-Dorf (AG), un «atelier nature» destiné aux enfants, adolescents, écoles, familles et entreprises est en cours de réalisation depuis le début 2008, avec le soutien de la FP. Cette zone sous protection du canton, où les écosystèmes sont très nombreux, est un endroit rêvé pour s'adonner à la création et à l'apprentissage dans un paysage d'une grande richesse. Le projet se distingue par le lien qui est fait entre les mesures de revalorisation paysagère et un programme pédagogique étendu portant sur le vécu. Pour pouvoir conserver et promouvoir les valeurs naturelles dans la mine d'Eriwis, il est nécessaire de prévoir un entretien régulier. Dans le cadre de leur action «De cœur à cœur» (Von Herz zu Herz), des collaborateurs de la société AXA Winterthur ont donné bénévolement de leur temps pour sauvegarder la région. A la suite d'un travail épuisant, mètre carré par mètre carré, la réserve naturelle a été débarrassée des solidages et des mûriers sauvages au profit de nombreuses espèces de fleurs indigènes. En plus de nombreuses autres mesures de revalorisation, l'organisation responsable envisage d'organiser, dans l'optique de la pédagogie du vécu et de l'approche holistique de la santé, des cours et des missions destinés aux jeunes et aux adultes. Les exigences de la protection de la nature et de la pédagogie du vécu ne doivent pas entrer en concurrence mais se compléter. La perception, la prise de conscience et la connaissance vécue et approfondie de la nature et du paysage sont ainsi favorisées. Cela incite à entretenir des rapports responsables et durables avec eux. Cet objectif est porté et appuyé par la FP, qui finance partiellement le projet. •

Responsable du projet: Stefan Kunz

Source: *Protection du paysage 2008, Activité de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP),* Berne 2009

La success story des canaux d'irrigation

L'eau, élixir de vie. Longtemps, cette formule a semblé triviale, du moment que la Suisse passe pour le château d'eau de l'Europe et le pays où l'eau potable est peut-être de la meilleure qualité. L'eau nous montre aussi régulièrement sa force destructrice. Mais l'agriculture de montagne des régions situées dans les Alpes intérieures et caractérisées par des étés de plus en plus secs, comme la région du Valais entre Viège et Martigny et, aux Grisons, la vallée du Rhin près de Coire, la région autour d'Ilanz, la zone Domleschg/Heinzenberg, les Mittelbünden, la Basse et la Haute-Engadine, le Val Müstair et le Val Poschiavo, se rend compte avec toujours plus d'acuité que l'eau est une ressource rare. Ces régions passent pour avoir besoin d'irrigation, puisqu'elles présentent un bilan hydraulique négatif. Dans maints endroits, il n'est pas étonnant que l'on se demande comment amener l'eau jusqu'aux prés pour les irriguer. A cet égard, la FP a régulièrement signalé l'importance de l'irrigation des champs au moyen de canaux et soutenu financièrement et moralement des projets dans ce sens. L'irrigation séculaire telle qu'elle est pratiquée dans les régions de montagne arides du monde entier sous des formes plus ou moins semblables est parfaitement adaptée aux temps futurs. Cette méthode ne permet pas seulement d'économiser l'eau (contrairement aux installations d'arrosage), mais aussi de préserver la diversité biologique des prés (les animaux qui nichent dans les prés craignent l'arrosage permanent). Au surplus, le tourisme y trouve lui aussi son compte (comme le montrent les voies d'irrigation dans le Vinschgau ou les chemins le long des bisses en Valais), de même que l'identité régionale (ce sont les signes vivants d'une histoire sociale). Depuis 2008, grâce à son opération «canaux d'irrigation», la FP a pu investir de nombreuses et importantes contributions de donateurs dans des projets concrets, comme à Liddes et à Lens, en Valais. A Lens, un des bisses parmi les plus spectaculaires de tout l'arc alpin a été remis en activité grâce au soutien généreux des communes d'Icogne et de Lens, du canton du Valais, de la Fondation du Casino de Crans-Montana, du Fonds suisse pour le paysage, de la société Victorinox et d'autres. Pendant des jours, des apprentis de Mercedes-Benz Suisse et de 3M Suisse ont, sous la direction de notre collaborateur Roman Hapka, travaillé pour remettre en état un tronçon de quelque 4 kilomètres autour du Châtelard, au-dessus de Sion. Le bisse Mittla, à Ausserberg, est également à la veille d'un nouveau départ. Dans la deuxième région prioritaire, le Val Müstair, les relevés sur le terrain des quelque 25 anciens «auals» qui subsistent seront bientôt terminés. Lors des journées de l'eau de Samedan, les canaux d'irrigation ont donné lieu en 2008 et donneront lieu en 2009 à des discussions nourries entre classes d'école et experts: est-ce un modèle d'utilisation durable de l'eau? En 2008, la FP a pu achever avec succès la première étape de son projet de recherche international (COST A27) consacré aux canaux d'irrigation du Val Müstair. Elle est en train de préparer en partenariat un autre projet du Fonds national de la recherche scientifique, destiné à montrer les avantages de l'irrigation traditionnelle des prés et des canaux à ciel ouvert pour la forêt de montagne. Enfin, la FP est intervenue pour que les voies qui suivent le tracé des bisses soient admises dans l'Inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (IVS) et pour que, dans le cadre de la future orientation sur les prestations des paiements directs à l'agriculture, des contributions d'entretien entrent aussi en ligne de compte pour les canaux d'irrigation et que l'irrigation traditionnelle des pâturages donne droit à des contributions. •

Infos: *Roman Hapka* et *Raimund Rodewald*

Source: *Protection du paysage 2008, Activité de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP),* Berne 2009

Pour des informations supplémentaires:

Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage FP
Schwarzenbergstrasse 11, 3007 Berne
tél. 031 377 00 77, fax 031 377 00 78
mail: *info@sl-fp.ch / www.sl-fp.ch*

Pour les dons:
CP 30-366174-9 ou
Compte bancaire IBAN:
CH76 0023 5235 9063 2620 0,
UBS AG, 3000 Berne 94

Travaux de remise en état du Grand Bisse de Lens VS (photo FP)